

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

21 avril 2004

PROPOSITION DE LOI**relative à l'indemnité pour nuisances
résultant des travaux publics**

(déposée par Mme Trees Pieters)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

21 april 2004

WETSVOORSTEL**betreffende de vergoeding bij hinder
tengevolge van openbare werken**

(ingediend door mevrouw Trees Pieters)

RÉSUMÉ

Les travaux de voirie causent un préjudice économique aux indépendants du fait qu'ils réduisent l'accessibilité de leur entreprise. Plus longtemps les travaux durent, plus important est le préjudice qu'ils subissent. L'auteur entend obliger le maître de l'ouvrage à payer une indemnité journalière aux indépendants préjudiciés si les nuisances durent plus d'un mois.

SAMENVATTING

Wegeniswerken brengen zelfstandigen economische schade toe door de moeilijke bereikbaarheid die ermee gepaard gaat. Hoe langer de werken duren, des te groter de schade. De indienstster wil de opdrachtgever van de werken een dagvergoeding doen betalen aan de benadeelde zelfstandigen indien de hinder langer duurt dan één maand.

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>VLAAMS BLOK</i>	: Vlaams Blok
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
<i>DOC 51 0000/000</i> :	Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	<i>DOC 51 0000/000</i> :	Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
<i>QRVA</i> :	Questions et Réponses écrites	<i>QRVA</i> :	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
<i>CRIV</i> :	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	<i>CRIV</i> :	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
<i>CRABV</i> :	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	<i>CRABV</i> :	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
<i>CRIV</i> :	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	<i>CRIV</i> :	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
<i>PLEN</i> :	Séance plénière	<i>PLEN</i> :	Plenum
<i>COM</i> :	Réunion de commission	<i>COM</i> :	Commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
 Commandes :
 Place de la Nation 2
 1008 Bruxelles
 Tél. : 02/ 549 81 60
 Fax : 02/549 82 74
 www.laChambre.be
 e-mail : publications@laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
 Bestellingen :
 Natieplein 2
 1008 Brussel
 Tel. : 02/ 549 81 60
 Fax : 02/549 82 74
 www.deKamer.be
 e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a été déposée au Sénat le 17 mai 2001 (doc. Sénat, n° 2-755/1-2000/2001) et le 21 juillet 2003 (doc. Sénat, n° 3-280/1-2003/2004).

Les travaux de voirie occasionnent pas mal de nuisances. C'est surtout lorsque la chaussée et le trottoir sont complètement ouverts et que la rue se transforme en un chemin de terre ou, par temps de pluie, en un borbier, que les nuisances peuvent être considérables. Pour qui a des difficultés à accéder à son propre logement ou doit abandonner sa voiture 500 mètres plus loin, les problèmes sont seulement d'ordre pratique. Il en va tout autrement pour les entrepreneurs. Leurs clients préfèrent se rendre ailleurs pour s'approvisionner, dans un quartier plus accessible et plus agréable. Plus les travaux durent longtemps, plus il devient difficile pour l'entrepreneur indépendant de regagner ses anciens clients fidèles. Il est dès lors incontestable que les travaux de voirie font baisser le chiffre d'affaires de l'entrepreneur indépendant, lequel détermine dans une large mesure un bénéfice et donc un revenu.

Par ailleurs, on ne peut pas nier que les travaux de voirie constituent une nécessité. Les réseaux d'égouts ne sont pas faits pour l'éternité et les couches d'asphalte doivent-elles aussi être renouvelées de temps à autre.

Il convient en conséquence de trouver un équilibre entre la nécessité des travaux et leurs conséquences économiques pour l'entrepreneur indépendant. La législation actuelle ouvre particulièrement peu de voies de recours à l'entrepreneur indépendant pour obtenir une indemnité. Il ne peut invoquer que les règles de responsabilité générale qui sont définies dans les articles 544 et 1382 du Code civil.

La présente proposition de loi prévoit une indemnité journalière, sans que le problème de la culpabilité ne soit posé. L'indemnité compensatoire de la perte subie est allouée à partir du premier jour du deuxième mois des travaux qui engendrent les entraves ou les nuisances. On présume qu'à partir de ce moment-là, il y aura toujours une perte économique. Cette présomption correspond d'ailleurs à la réalité.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van het wetsvoorstel dat in de Senaat werd ingediend op 17 mei 2001 (stuk Senaat, nr. 2-755/1-2000/2001) en op 21 juli 2003 (stuk Senaat, nr. 3-280/1-2003/2004).

Wegeniswerken veroorzaken veel hinder. Vooral wanneer het wegdek en het voetpad volledig worden opengebroken en de straat in een aarden weg of bij regenweer in een modderpoel wordt herschapen, kan de hinder aanzienlijk zijn. Voor wie moeite heeft om zijn eigen woning te bereiken of zijn wagen op 500 meter moet achterlaten, zijn de problemen alleen praktisch van aard. Anders is het voor de ondernemers. Klanten kiezen ervoor om zich op andere plaatsen, in een meer bereikbare en meer aangename buurt, te bevoorraden. Hoe langer de werken duren, des te moeilijker het wordt voor de zelfstandige ondernemer om zijn gewezen trouwe klanten opnieuw voor zich te winnen. Het staat dan ook buiten kijf dat wegeniswerken het omzetcijfer - dat in belangrijke mate de winst en dus het inkomen bepaalt - van de zelfstandige ondernemer naar beneden duwen.

Anderzijds kan niet worden ontkend dat wegeniswerken nodig zijn. Rioleringen gaan niet eeuwig mee en ook een asfaltlaag dient om de zoveel tijd te worden vernieuwd.

Er dient dan ook een evenwicht te worden gevonden tussen enerzijds de noodzaak van de werken en anderzijds de economische gevolgen voor de zelfstandige ondernemer. Op basis van de huidige wetgeving heeft de zelfstandige ondernemer bijzonder weinig rechtsmiddelen om een vergoeding te bekomen. Hij kan enkel een beroep doen op de algemene aansprakelijkheidsregels die vervat zijn in de artikelen 544 en 1382 van het Burgerlijk Wetboek.

Dit wetsvoorstel voorziet in een dagvergoeding, zonder dat de schuldvraag wordt gesteld. De vergoeding als compensatie voor geleden verlies, wordt uitgekeerd vanaf de eerste dag van de tweede maand van de werken die voor belemmering of hinder zorgen. Er wordt verondersteld dat vanaf dat tijdstip er steeds economisch verlies zal zijn. Een veronderstelling die aan de werkelijkheid beantwoordt.

Ces indemnités journalières doivent être payées par le maître de l'ouvrage. Le montant de l'indemnité est fixé d'un commun accord avec le maître de l'ouvrage. La loi prévoit toutefois, pour ce qui est de l'indemnité journalière, un seuil que le maître d'ouvrage doit respecter au moment de la conclusion d'un contrat. L'indemnité journalière minimale est due par le maître de l'ouvrage, même si les deux parties ne parviennent à aucun accord. L'entrepreneur a la possibilité de demander, par la voie d'une procédure comparable à la procédure du référé, au président du tribunal de fixer le montant de l'indemnité journalière et de condamner le maître de l'ouvrage à payer celle-ci.

Pour déterminer le montant de cette modeste indemnité journalière minimale, on se base sur les montants du minimum de moyens d'existence.

La présente proposition de loi n'empêche pas l'entrepreneur d'engager une procédure devant le tribunal sur la base des règles générales en matière de responsabilité.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

La présente loi vise à offrir un régime d'indemnité pour tous les travaux qui sont exécutés sur le domaine public ou qui sont d'utilité publique. À l'aide de la définition qui en découle, on tente de faire tomber un large éventail de «travaux publics» dans le champ d'application de la loi. La réponse à la question de savoir si les pouvoirs publics sont ou non maître de l'ouvrage ne constitue pas un critère décisif en l'espèce.

La présente proposition de loi ne concerne que l'entrepreneur indépendant, dont la définition correspond à celle qui est donnée à propos des PME dans la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante. Cet entrepreneur doit aussi recevoir des clients. Il s'agit donc d'un entrepreneur qui fournit des produits ou des services aux consommateurs. La forme juridique de l'entreprise (une personne physique ou une société) est sans importance.

Ce n'est que si l'accès aux locaux destinés à la clientèle est limité ou obstrué par les travaux dont il est question à l'alinéa 1^{er} que la personne préjudiciée peut réclamer une indemnité. L'entrepreneur qui est confronté à une diminution de la circulation dans la rue où il est établi, en raison de travaux exécutés dans un autre quartier, ne peut pas bénéficier de cette législation.

Deze dagvergoedingen dienen door de opdrachtgevers van de werken te worden betaald. De hoogte van de vergoeding wordt in onderling overleg bepaald met de opdrachtgever. Evenwel voorziet de wet in een minimumdagvergoeding die de opdrachtgever moet respecteren bij het sluiten van een overeenkomst. Ook indien beide partijen niet tot een overeenkomst komen, is de minimumdagvergoeding door de opdrachtgever verschuldigd. Aan de ondernemer wordt de mogelijkheid gegeven om via een procedure, vergelijkbaar met het kort geding, aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te vragen de hoogte van de dagvergoeding te bepalen en de opdrachtgever te veroordelen tot het betalen van de vergoeding.

De hoogte van die bescheiden minimumdagvergoeding is geïnspireerd door de bedragen van het bestaansminimum.

Dit wetsvoorstel verhindert de ondernemer niet om op basis van de algemene aansprakelijkheidsregels een procedure voor de rechtbank voert.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Deze wet heeft tot doel een vergoedingsregeling te bieden voor alle werken die op het openbaar domein worden uitgevoerd of die van openbaar nut zijn. Met behulp van deze definitie wordt gepoogd een brede waaier aan «overheidswerken» onder het toepassingsgebied van de wet te brengen. Het feit dat de overheid al dan niet als opdrachtgever optreedt, is hierbij geen doorslaggevend criterium.

Dit wetsvoorstel is beperkt tot de zelfstandige ondernemer. Voor de definitie van dit begrip wordt een beroep gedaan op de formulering van KMO's, zoals bepaald in de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap. Bovendien moet die ondernemer klanten ontvangen. Het betreft met andere woorden ondernemers die producten of diensten aan de consument aanbieden. De rechtsvorm van de onderneming (een natuurlijke persoon of een vennootschap) is van geen belang.

Enkel wanneer de toegang tot de ruimtes bestemd voor klanten wordt beperkt of gehinderd door de werken zoals bepaald in het eerste lid, kan de getroffen een vergoeding aanvragen. Ondernemers die wegens werken in een andere wijk geconfronteerd worden met minder verkeer door hun straat kunnen op deze wetgeving geen beroep doen.

Art. 3

La présente proposition de loi vise à l'allocation d'une indemnité en cas de nuisances consécutives à des travaux importants de longue durée. Pour éviter toute discussion à propos de l'interprétation de la notion de «longue durée», nous proposons de considérer comme de longue durée une période excédant un mois.

On parvient ainsi à un équilibre entre la nécessité d'effectuer des travaux et les conséquences économiques de ceux-ci pour l'entrepreneur. C'est pourquoi celui-ci ne peut percevoir effectivement une indemnité qu'à partir du premier jour du deuxième mois des entraves ou des nuisances gênant l'accès aux locaux qui sont destinés à la clientèle et accessibles à celle-ci.

Il va de soi que le droit à l'indemnité prend fin au moment où les entraves ou les nuisances en question cessent.

Art. 4

Le principe de base du régime est que le maître de l'ouvrage et l'entrepreneur fixent le montant de l'indemnité d'un commun accord.

L'indemnité est une indemnité journalière. Comme on se base, conformément au § 2 de cet article, sur la semaine de travail de six jours pour calculer l'indemnité journalière, il convient également de calculer l'indemnité fixée contractuellement sur la base de la semaine de six jours.

La proposition prévoit toutefois une indemnité journalière minimale indexable. Il ne peut être conclu en aucun cas de convention prévoyant une indemnité inférieure à cette indemnité journalière minimale.

Le montant de l'indemnité est fixé par référence au minimum de moyens d'existence. Il s'agit d'une indemnité forfaitaire indépendante de la taille du commerce, d'un chiffre financier tel le chiffre d'affaires ou du dommage réellement subi.

Lorsqu'aucune convention n'a été conclue, l'entrepreneur a droit à la modeste indemnité journalière indexable de 27,66 EUR.

En ce qui concerne l'indexation, on a opté pour un système d'adaptation annuelle sur la base de l'indice des prix à la consommation.

Art. 3

Dit wetsvoorstel heeft tot doel een vergoeding toe te kennen voor hinder tengevolge van langdurige en ingrijpende werken. Om discussies over de invulling van het begrip «langdurig» uit de weg te gaan, wordt voorgesteld om een termijn langer dan één maand als langdurig te beschouwen.

Op die manier bekomt men een evenwicht tussen enerzijds de noodzaak van de werken en anderzijds de economische gevolgen voor de ondernemer. Daarom kan de ondernemer slechts vanaf de eerste dag van de tweede maand van de belemmering of verhindering van de ruimtes die bestemd en toegankelijk zijn voor de klanten effectief een vergoeding ontvangen.

Het spreekt voor zich dat het recht op de vergoeding eindigt op het ogenblik dat de voornoemde belemmering of verhindering een einde neemt.

Art. 4

Het basisbeginsel van de regeling bestaat erin dat de opdrachtgever en de ondernemer in onderling overleg de hoogte van de vergoeding bepalen.

De vergoeding is een dagvergoeding. Omdat overeenkomstig § 2 van dit artikel, bij de berekening van de dagvergoeding van de zesdaagse werkweek wordt uitgegaan, dient ook de uitkering te worden berekend op basis van de zesdaagse werkweek.

Het voorstel voorziet evenwel in een indexeerbare minimumdagvergoeding. In geen enkel geval kan een overeenkomst worden gesloten die een vergoeding bepaalt die lager is dan deze minimumdagvergoeding.

Voor de hoogte van de vergoeding wordt gerefereerd aan het bestaansminimum. Het gaat om een forfaitaire vergoeding die met andere woorden onafhankelijk is van de grootte van de handelszaak of van een financieel cijfer, zoals omzet, of van de werkelijk geleden schade.

In de gevallen waarin geen overeenkomst wordt gesloten heeft de ondernemer recht op de bescheiden indexeerbare dagvergoeding van 27,66 EUR.

Voor de indexatie werd gekozen voor een jaarlijks systeem op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

L'entrepreneur indépendant a la possibilité de demander au président du tribunal de première instance de fixer le montant de l'indemnité et de condamner le maître de l'ouvrage à payer cette indemnité. L'on fait appel à cette fin aux formes de procédure du référé. Étant donné qu'il ne s'agit pas d'une procédure comme en cas de référé, la condition du caractère urgent n'entre pas en ligne de compte. La décision du président du tribunal n'est dès lors pas une mesure provisoire.

Pour garantir le droit de défense de manière optimale, l'on a disposé que la demande est toujours notifiée par une requête contradictoire.

Une action de l'entrepreneur devant le président du tribunal de première instance ne suspend pas l'obligation du maître de l'ouvrage de payer l'indemnité journalière minimale prévue dans la présente loi.

Il s'agit d'un droit (à une indemnité). L'entrepreneur doit prendre l'initiative pour pouvoir obtenir l'indemnité. Le délai pour introduire la demande est limité à un an après la fin des travaux qui ont causé les entraves ou les nuisances.

Art. 5

L'indemnité est payée par le maître de l'ouvrage.

Art. 6

Le maître de l'ouvrage est tenu d'informer, avant le début des travaux, les entrepreneurs qui sont présumés être concernés par cette législation, de la réalisation des travaux, ainsi que de la possibilité d'obtenir une indemnité journalière et de conclure une convention avec le maître de l'ouvrage pour pouvoir en bénéficier.

Aan de zelfstandige ondernemer wordt de mogelijkheid gegeven om aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te vragen de hoogte van de vergoeding te bepalen en de opdrachtgever te veroordelen tot het betalen van die vergoeding. Hiervoor wordt een beroep gedaan op de procesvormen van het kort geding. Omdat het niet om een rechtspleging zoals in kort geding gaat, speelt de voorwaarde van het spoedeisende karakter niet. Bovendien gaat het om een procedure ten gronde. De uitspraak van de voorzitter van de rechtbank is derhalve geen voorlopige maatregel.

Om het recht van verdediging optimaal te waarborgen wordt bepaald dat de vordering steeds bij een verzoekschrift op tegenspraak wordt ingesteld.

Een procedure van de ondernemer voor de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg schort de verplichting van de opdrachtgever om de minimumdagvergoeding, zoals bepaald in deze wet, te betalen niet op.

Het gaat om een recht (op een vergoeding). Om de vergoeding te bekomen, dient de ondernemer zelf het initiatief te nemen. De termijn om de aanvraag in te dienen wordt in de tijd beperkt, namelijk tot één jaar na de beëindiging van de werken die de belemmering of de verhindering hebben veroorzaakt.

Art. 5

De vergoeding wordt betaald door de opdrachtgever van de werken.

Art. 6

De opdrachtgever heeft de plicht om vóór de start van de werken de ondernemers die vermoedelijk onder deze wetgeving vallen op de hoogte brengen van de werken en van de mogelijkheid om een dagvergoeding te bekomen en om daartoe een overeenkomst met de opdrachtgever te sluiten.

Trees PIETERS (CD&V)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

La présente loi concerne les travaux effectués dans le domaine public ou les travaux d'utilité publique.

Les entreprises qui répondent à la définition que l'article 2, 1^o, de la loi-programme du 10 février 1998, pour la promotion de l'entreprise indépendante donne d'une PME, ou qui disposent de locaux destinés à des utilisateurs finals et accessibles à ceux-ci et qui utilisent effectivement ces locaux aux fins prévues, peuvent bénéficier du système d'indemnisation si des travaux visés à l'alinéa 1^{er} causent des entraves ou des nuisances gênant l'accès auxdits locaux.

Art. 3

Le droit à l'indemnité naît lorsque les entraves ou les nuisances gênant l'accès des locaux qui sont destinés à la clientèle et qui sont accessibles à celle-ci dure plus d'un mois, et il subsiste jusqu'à ce que les entraves ou les nuisances gênant l'accès aux locaux qui sont destinés aux clients et qui sont accessibles à ceux-ci cessent.

Art. 4

§ 1^{er}. Si le délai prévu à l'article 3 est dépassé, l'entrepreneur a droit à une indemnité journalière dont le montant est fixé sur la base du régime de la semaine de travail de six jours, d'un commun accord avec le maître de l'ouvrage.

§ 2. À défaut de convention, l'entrepreneur a droit au moins à une indemnité journalière qui est fixée sur la base du régime de la semaine de travail de six jours à 27,66 EUR.

Cette indemnité journalière est adaptée une fois l'an en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. À l'effet de cette adaptation, on applique la formule suivante : l'indemnité de base multipliée par le nouvel indice et divisée par l'indice de départ.

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Deze wet heeft betrekking op werken uitgevoerd op het openbaar domein of op werken van openbaar nut.

De ondernemingen die beantwoorden aan de definitie van een KMO, zoals bepaald in artikel 2, 1^o, van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap én die beschikken over ruimtes die bestemd en toegankelijk zijn voor de eindgebruikers en die ruimtes in die zin daadwerkelijk aanwenden, kunnen een beroep doen op het vergoedingssysteem, indien tengevolge van de werken zoals bepaald in het eerste lid de toegang tot die ruimtes wordt belemmerd of verhinderd.

Art. 3

Het recht op vergoeding ontstaat wanneer de belemmering of de verhindering tot de ruimtes die bestemd en toegankelijk zijn voor de klanten meer dan één maand duurt, en blijft bestaan totdat de belemmering of de verhindering tot de ruimtes die bestemd en toegankelijk zijn voor de klanten ophoudt.

Art. 4

§ 1. Wanneer de termijn bepaald in artikel 3 is overschreden, heeft de ondernemer recht op een dagvergoeding en dit volgens het stelsel van de zesdaagse werkweek waarvan de hoogte wordt bepaald in onderling overleg met de opdrachtgever.

§ 2. Bij gebreke van een overeenkomst heeft de ondernemer minimaal recht op een dagvergoeding die is vastgesteld op 27,66 EUR en dit volgens het stelsel van de zesdaagse werkweek.

Deze dagvergoeding wordt jaarlijks éénmaal geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Hiervoor wordt de volgende formule toegepast : de basisvergoeding vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het aanvangs-indexcijfer.

L'indemnité de base est égale à l'indemnité journalière fixée à l'alinéa 1^{er}. L'indice de départ est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier de l'année 2003. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier de l'année dont font partie les jours qui entrent en ligne de compte pour une indemnité journalière.

§ 3. Le président du tribunal de première instance détermine le montant de l'indemnité et condamne le maître de l'ouvrage à payer l'indemnité journalière.

Les demandes visées à l'alinéa 1^{er} sont introduites et examinées dans le respect des conditions prévues pour le référé, à l'exclusion du caractère urgent. Elles sont introduites par une requête contradictoire conformément aux articles 1034^{ter} à 1034^{sexies} du Code judiciaire. Le président du tribunal de première instance statue sur le fond.

§ 4. La demande de l'entrepreneur dont il est question au § 3 ne suspend pas l'obligation qu'a le maître de l'ouvrage de verser l'indemnité journalière minimale.

§ 5. L'entrepreneur doit notifier sa demande d'indemnité au maître de l'ouvrage au plus tard un an après la fin des travaux qui ont causé les entraves ou les nuisances.

Art. 5

Les indemnités sont payées par le maître de l'ouvrage.

Art. 6

Le maître de l'ouvrage informe par simple lettre les entrepreneurs au sens de l'article 2, alinéa 2, de la possibilité de demander une indemnité avant le début des travaux, et de conclure, avec le maître de l'ouvrage, un contrat pour pouvoir bénéficier de cette possibilité.

16 mars 2004

De basisvergoeding is gelijk aan de dagvergoeding bepaald in het eerste lid. Het aanvangsindexcijfer is het indexcijfer der consumptieprijzen van de maand januari van het jaar 2003. Het nieuwe indexcijfer is het indexcijfer der consumptieprijzen van de maand januari van het jaar waarvan de dagen die in aanmerking komen voor een dagvergoeding deel van uitmaken.

§ 3. De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg bepaalt de hoogte van de vergoeding en veroordeelt de opdrachtgever tot het betalen van de dagvergoeding.

De vorderingen bedoeld in het eerste lid worden ingesteld en behandeld naar de vormen van het kort geding, met uitsluiting van het spoedeisende karakter. Zij worden bij een verzoekschrift op tegenspraak ingediend overeenkomstig de artikelen 1034^{ter} tot 1034^{sexies} van het Gerechtelijk Wetboek. De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg doet uitspraak ten gronde.

§ 4. De vordering van de ondernemer zoals bepaald in § 3 schorst de uitbetaling van de minimale dagvergoeding in hoofde van de opdrachtgever niet.

§ 5. De ondernemer dient zijn aanvraag tot vergoeding in bij de opdrachtgever, uiterlijk één jaar na de beëindiging van de werken die de belemmering of de verhindering hebben veroorzaakt.

Art. 5

De vergoedingen worden betaald door de opdrachtgever van de werken.

Art. 6

Vóór de start van de werken brengt de opdrachtgever de ondernemers zoals bepaald in artikel 2, tweede lid, door middel van een gewone brief op de hoogte van de mogelijkheid om een dagvergoeding te vragen en daartoe een overeenkomst met de opdrachtgever aan te gaan.

16 maart 2004

Trees PIETERS (CD&V)